Agricultures familiales : la roue tourne ?

Delphine Acloque Desmulier, Pierre Gasselin, Henri Rouillé d'Orfeuil

▶ **To cite this version:**

Delphine Acloque Desmulier, Pierre Gasselin, Henri Rouillé d'Orfeuil. Agricultures familiales : la roue tourne ?. Revue Tiers Monde, 2014, Agricultures familiales : trajectoires, modernité et controverses, 220, pp.11-24. 10.3917/rtm.220.0011 . hal-01104054

HAL Id: hal-01104054
https://hal.science/hal-01104054

Submitted on 20 Jan 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Manuscrit auteur publié dans : Acloque Desmulier D., Gasselin P. & Rouillé d'Orfeuil H., 2014. *Agricultures familiales : la roue tourne ?* in Revue Tiers Monde, (220):11-24. © Armand Colin

AGRICULTURES FAMILIALES : LA ROUE TOURNE ?

Delphine Acloque Desmulier[*], Pierre Gasselin[**], Henri Rouillé d'Orfeuil[***]

** Laboratoire Mosaïques, UMR LAVUE (Université Paris Ouest Nanterre La Défense, France) - CEDEJ (Le Caire, Egypte)*

*** INRA, UMR 951 Innovation et développement dans l'agriculture et l'agroalimentaire, F-34060 Montpellier, France*

**** Académie d'agriculture, chargé de la coordination et de l'animation de l'Année internationale de l'agriculture familiale par les ministres français de l'agriculture et des Affaires étrangère/Développement*

MISÈRES ET SPLENDEURS DES AGRICULTURES FAMILIALES

En 2014, l'année internationale de l'agriculture familiale a remis à l'agenda politique et scientifique une forme sociale et technique d'agriculture longtemps dépréciée et décriée. De fait, les modèles agro-industriels exportateurs ont soigneusement accaparé l'essentiel des investissements dans le cadre d'économies largement libéralisées. Les performances très relatives de ce type d'agriculture en termes d'objectifs de réduction de la pauvreté et de lutte contre l'insécurité alimentaire ont conduit certains experts à réhabiliter les agricultures familiales depuis une dizaine d'années (Bélières *et al.*, 2014 ; Mcintyre, 2009 ; World Bank, 2007), relayant les discours et les plaidoyers des acteurs de solidarité internationale (Alpha *et al.*, 2008). Á bien des égards, l'exploitation agricole familiale apparaît comme le contre-modèle de l'entreprise de production agricole à capitaux exogènes et à travail salarié, qui semblait devoir s'imposer. Ces experts insistent sur les avantages comparatifs et le caractère multifonctionnel des agricultures familiales dans des contextes de fragilités globales et de crises complexes et durables. Néanmoins, sans l'appui de politiques publiques et d'investissements structurels, leur capacité de résistance, d'adaptation et d'innovation, tant vantée, est souvent très contrainte. L'émergence de l'agriculture familiale dans l'agenda international est

également liée aux impacts de la crise mondiale globale de 2007-2009. Face à cette crise, les politiques étatiques et les règles internationales ont vite montré leurs limites. Liés aux mouvements de prix, des phénomènes tels que la marchandisation et la privatisation accélérée des ressources agricoles (spéculations sur les marchés) et des facteurs de production (acquisitions foncières) se sont amplifiés. La faiblesse de régulation des marchés agricoles laisse planer sur la partie rurale et urbaine la plus pauvre de l'humanité une insécurité alimentaire.

L'année 2014 constituait donc une opportunité majeure, pour les chercheurs comme pour les acteurs du développement, de rendre compte de la diversité des agricultures familiales, de leurs atouts, mais également des difficultés auxquelles elles sont confrontées. Quelles sont les conditions favorables aux agricultures familiales et à leurs contributions au développement de l'ensemble de la société ? C'est à cette opportunité et à cette question que la *Revue Tiers Monde* s'est proposée de contribuer en publiant deux dossiers thématiques dont nous livrons ici la première partie. Un appel à contributions paru en février 2014 a suscité 62 propositions par 80 contributeurs représentant une diversité de disciplines (agronomie et sciences sociales) et d'horizons géographiques. Le processus de sélection et d'évaluation anonyme par deux à quatre relecteurs a permis de rassembler sept articles dans ce numéro. Nous proposons ici une mise en perspective de ces travaux à l'aune des orientations données dans l'appel à contributions et des convergences identifiées dans les articles. Une première partie rappelle les grandes lignes de l'argumentaire de l'appel à contributions qui pose un *a priori* favorable aux agricultures familiales récemment réhabilitées, tout en invitant à une analyse distanciée de leurs trajectoires, de leurs rôles et des conditions de leur développement. La seconde partie replace la notion d'agriculture familiale dans une polysémie traversée de controverses scientifiques et politiques. Nous nous sommes attachés, dans la troisième partie, à repérer la diversité et les régularités des analyses que les auteurs font des agricultures

familiales, en distinguant 3 séquences : (1) la mise en politique et l'appropriation de la notion d'agriculture familiale par les mouvements sociaux ; (2) les trajectoires et les stratégies des agriculteurs familiaux pour faire face aux aléas, s'adapter, mais aussi innover et résister ; (3) les logiques, avantages et inconvénients des processus de patrimonialisation et d'intégration agroindustrielle.

L'AGRICULTURE FAMILIALE, ENTRE « FAUX ARCHAÏSME » ET « FAUSSE MODERNITÉ »

L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a décrété en décembre 2011 que l'année 2014 serait dédiée à l'agriculture familiale. Ce vote a surpris bon nombre d'observateurs qui avaient fait le deuil de la dimension familiale des exploitations agricoles, considérée comme un archaïsme associé à l'ignorance, au conservatisme et à la pauvreté. En effet, y a-t-il une aéronautique familiale ou une sidérurgie familiale ? Pourquoi cette obstination chez certains de considérer l'agriculture comme une activité économique à part ?

Pourquoi douter des formules, éprouvées dans tous les secteurs économiques, de mobilisation de capitaux, de compétences, de travail ? Pourquoi craindre l'intérêt manifesté par le capital financier pour la terre et les marchés agricoles au lendemain de la crise alimentaire des années 2007 et 2008 ?

C'est précisément cet intérêt nouveau qui a amené des organisations de producteurs agricoles et des ONG mobilisées par le Forum rural mondial à faire campagne pour la sauvegarde des agricultures familiales et à entrouvrir, grâce au gouvernement des Philippines, la porte officielle de la FAO, puis des Nations unies. Les acteurs français, à commencer par les ministères de l'Agriculture et des Affaires étrangères, ont saisi cette opportunité offerte par l'ONU en formulant deux grands objectifs : d'une part, lutter contre le discrédit qui frappe les agricultures familiales et, au contraire, apprécier leur potentiel de développement ; d'autre part, réfléchir aux politiques

publiques et aux régulations internationales susceptibles de créer un environnement favorable à l'expression de ce potentiel de développement des agricultures familiales. Potentiel qui permettrait de relever les défis alimentaires, environnementaux et sociaux, présents et futurs, que les sociétés assignent à leurs agricultures. Ces deux objectifs ont suscité un ensemble de questions, notamment celle de la définition de l'agriculture familiale – compliquée par sa diversité interne et l'incertitude des statistiques la concernant –, celle de la coexistence entre des agricultures familiales à fort potentiel et la paupérisation de la grande majorité des paysans, ou encore celle du rôle des politiques agricoles, dont seule une minorité cesse aujourd'hui d'être anti-paysanne.

L'année 2014 a donné lieu de par le monde à de très nombreux événements de nature et d'ambition diverses, portés par les différentes familles d'acteurs concernées par les questions agricoles. Toutes ont reconnu la centralité des organisations de producteurs agricoles dans les dynamiques de développement des agricultures familiales. Cette effervescence a fait germé un ensemble de propositions et d'enseignements. Nous avons la conviction que, si ces propositions étaient mises en œuvre dans les prochaines années et décennies, les exploitants familiaux pourraient réussir à nourrir convenablement la très grande majorité d'une humanité de bientôt 9 milliards de personnes, à gérer et à exploiter durablement l'essentiel des ressources naturelles de la planète, et enfin, à faire travailler et à rémunérer décemment près de 40 % du travail mondial.

Si les agricultures familiales sont aujourd'hui au cœur de l'agenda des institutions internationales et de nombreux États, il n'a pas fallu attendre 2014 pour que la catégorie d'agriculture familiale soit mobilisée par la littérature scientifique, mais aussi pour que des acteurs politiques s'en saisissent à partir des années 1960 dans certains pays, à l'image de la Loi d'orientation agricole qui signe dès 1962 en France un projet politique fort autour de l'exploitation familiale à deux

unités de travail humain ou, plus récemment, la création du programme national de l'agriculture familiale au Brésil en 1995. En témoigne également le plaidoyer du ministre rwandais de l'agriculture en faveur des exploitants familiaux et du doublement de la production vivrière (Ntezilyayo, 1986). Dès 1986, il revendiquait le maintien de la stratégie de production diversifiée des producteurs rwandais, ainsi qu'une meilleure prise en compte des exploitations familiales et de l'ensemble des membres de la famille, dénonçant la « tendance à considérer le paysan comme une entité abstraite, homogène, dans une zone donnée... [alors que] sur une exploitation agricole, il y a non pas un paysan, mais une famille paysanne » (*Ibid.*). C'est ainsi qu'en complément de la lecture des articles originaux regroupés dans ce numéro, nous proposons, appuyés par l'équipe éditoriale de la revue, deux textes anciens ayant marqué une époque, ses courants de pensée ou ses auteurs. Le premier texte, publié en 1991 dans un dossier de la *Revue Tiers Monde* consacré aux « politiques agraires et dynamismes paysans », est signé par Roberto R. Rojas. L'auteur y décrit le tournant des mouvements paysans en Amérique centrale au début des années 1990, dans un contexte économique dominé par les politiques d'ajustement structurel et dans le contexte politique de démocratisation et de renforcement de la société civile. Le second texte, publié pour la première fois en 1986 dans un numéro consacré à l'Afrique des Grands Lacs, témoigne de l'engagement d'Anastase Ntezilyayo, ministre rwandais de l'agriculture, pour l'avenir des petites agricultures et pour la défense de la souveraineté alimentaire de son pays. Ces textes d'anthologie sont singuliers : ils ont valeur de repères marquants, de témoignages rares, ou de preuves de la "fausse modernité" des agricultures familiales. Ils apportent chacun, à leur façon, un éclairage historique utile sur les manières de voir et de se représenter les mondes agricoles à l'aune d'une mondialisation en marche.

DÉFINIR L'AGRICULTURE FAMILIALE : PLURALISMES ET CONTROVERSES

Au-delà de toute incantation pour une définition stabilisée ou pour une prise de position définitive en faveur de tel ou tel modèle d'agriculture familiale, l'objectif de ce dossier est de contribuer à l'exploration de la pluralité contemporaine des exploitations fondées sur le caractère largement familial du travail et de la décision stratégique, ainsi que sur la dimension patrimoniale de l'outil de production (terre et capital). C'est dans les liens organiques entre la famille et l'activité agricole que s'institue la principale caractéristique de l'agriculture familiale (Bélières *et al.*, 2014). Pour autant, l'exercice du travail familial en agriculture revêt aujourd'hui une diversité de formes qu'il convient de qualifier, à défaut de les nommer (Hervieu et Purseigle, 2013). Ce dossier contribue à mettre en lumière les défis économiques, sociaux, environnementaux ou patrimoniaux qui se posent à ces agricultures, mais aussi les enjeux politiques et scientifiques qu'elles recouvrent. En témoignent les débats et controverses qu'elles peuvent susciter. Une partie de ces controverses est alimentée par les tenants de l'agriculture paysanne et de la *food sovereignty*[1] qui insistent sur la nécessaire distinction entre agriculture familiale et paysanne[2]. Ils font notamment le choix de se distancier de l'utilisation de la notion d'agriculture familiale proposée dans certains discours des institutions internationales et/ou des bailleurs de

1. " 'Food Sovereignty' is conceived as 'the right of nations and peoples to control their own food systems, including their own markets, production modes, food cultures and environments…as a critical alternative to the dominant neoliberal model for agriculture and trade' (Wittman *et al.*, 2010, 2). This conception is closely associated with *La Vía Campesina* and those who support it, and serves simultaneously as a slogan, a manifesto, and a political project, and aspires to a programme of world-historical ambition", Bernstein, 2013
2. *AIAF, 2014 : Distinguer agriculture familiale et agriculture paysanne*, Agronomes et vétérinaires sans frontières, communiqué de presse, 29/01/2014.

fonds, dénonçant leur inscription dans le cadre idéologique du marché et du libéralisme.

Si ce dossier cherche à prendre en compte toute la diversité de ces agricultures plutôt qu'à s'engager dans la défense de l'une ou l'autre de leurs composantes ou dans le parti pris idéologique, la question de la survie de nombreux petits paysans, dont le mode de vie est menacé, est au cœur de la majorité des articles proposés ici. Les agricultures paysannes sont en effet l'une des composantes fondamentales de l'agriculture familiale. C'est en ce sens que ce dossier ne s'inscrit nullement en contradiction avec la littérature plus critique, notamment la littérature anglophone des *agrarian studies* (Akhram-Lodi et Kay, 2009 ; Bernstein, 2010 ; Van der Ploeg, 2009), qui questionne les conséquences de l'évolution du capitalisme et des réformes néolibérales sur les franges les plus fragiles des populations rurales et agricoles. En témoignent les interrogations sur le modèle d'intégration des exploitants familiaux au marché et aux filières de valorisation, notamment par le biais de l'agriculture contractuelle, qui est promu par la majorité des institutions de développement (World Bank, 2007 ; Da Silva, Rankin, 2013).

Les articles regroupés dans ce numéro contribuent aussi à alimenter les réflexions sur la diversité des stratégies de résistance et de résilience des agriculteurs familiaux, déjà largement documentées dans la littérature francophone comme anglophone, où les concepts de *paysans* (Chayanov, 1923 ; Mendras, 1967), de *Sustainable Rural Livelihoods*[3] (Chambers et Conway, 1991; Bosc *et al.* 2014), de *re-peasantization*[4] (Van der Ploeg, 2009), ou encore de *new rurality* (Kay,

[3] « Le cadre "Sustainable Rural Livelihoods" (SRL) entend aborder le fonctionnement des groupes domestiques dans toutes leurs dimensions, intégrant la pluriactivité, la durabilité et les aspects non marchands [Chambers et Conway 1991] » (Sourisseau *et al.*, 2012).

[4] "The process of repeasantization is, in essence, a modern expression of the fight for autonomy and survival in a context of deprivation and dependency", Van der Ploeg, 2009, p 7. Ce concept,

2008) soulignent les recompositions en cours des sociétés rurales et la nécessité d'adapter les outils et concepts d'analyse. Il s'agit d'interroger la pluralité de ces stratégies de résistance, fondées sur le recours à la ressource humaine intra-familiale, à l'organisation collective des producteurs ou à la mobilité à différentes échelles. Comme l'explique Cristobal Kay, « multi-locational and multi-spatial households [...] combining farm and non farm activities and rural and urban residence are increasingly frequent » (Kay, 2009).

Enfin, l'analyse des agricultures familiales ne peut se faire indépendamment des contextes nationaux, régionaux et mondiaux. Elle repose sur la nécessaire inscription de l'agriculture dans la société globale et la prise en compte des interactions qu'elle noue avec d'autres secteurs : « L'agriculture fait partie d'un tout économique dont la viabilité réelle en conditionne le développement harmonieux. Notre autosuffisance alimentaire serait compromise si les autres secteurs de la vie nationale ne suivaient pas. Les interrelations sont évidentes et les liens sont indissociables » (Ntezilyayo, 1986).

AU PRISME DU POLITIQUE, DES CRISES ET DU MARCHÉ

En écho à l'appel à contributions, ce premier dossier est structuré autour de trois axes thématiques permettant de mettre en regard les articles et d'organiser l'analyse du champ « Agricultures familiales ». Le premier axe interroge la mise en politique publique et la mobilisation par les mouvements sociaux de la notion d'agriculture familiale. La réhabilitation politique et sociale d'une forme d'agriculture encore récemment qualifiée d'archaïque mérite que l'on s'y attarde. Pourquoi seules quelques régions du monde s'engagent-elles dans cette voie ? À quelles conditions et par quels processus ?

qui peut être traduit par le terme de « re-paysanisation », est d'autant plus intéressant pour alimenter la réflexion qu'il vient en écho, pour le lecteur français et francophone, au célèbre ouvrage de H. Mendras (*La fin des paysans*, 1967).

Quels sont les objectifs affichés et implicites d'un réinvestissement du politique dans « l'agriculture familiale » ? Le deuxième axe rend compte de la diversité des stratégies et des trajectoires des agriculteurs familiaux au sein de différentes régions du monde (Afrique australe, Maghreb, territoire français d'outre-mer). Alors que la famille est souvent bousculée (transformation des solidarités de premier ordre, déplacement des cadres de l'autorité, recompositions parentales au cours du cycle de la vie, individualisation dans certains pays, etc.) et que la recherche de revenus complémentaires recompose le lien à l'exploitation de certains membres de la famille, comment expliquer que cette agriculture fondée sur la famille soit devenue un modèle de stabilité et de résilience ? L'histoire récente nous rappelle l'instabilité économique, politique ou climatique grandissante. Dans ce contexte, parfois traversé de véritables crises (alimentaires, financières, phytosanitaires, climatiques, commerciales, politiques, etc.), comment les agricultures familiales tirent-elles leur épingle du jeu et par quels processus développent-elles des capacités d'adaptation ? Le dernier axe de ce dossier rend compte de modalités et de processus de valorisation de productions dites « traditionnelles » et en discute les conséquences pour les agricultures familiales d'Amazonie brésilienne et de deux territoires méditerranéens (Corse, Maroc). La valorisation des produits et des spécificités patrimoniales est souvent apparue comme une stratégie efficace pour générer des revenus décents et œuvrer à la reconnaissance des agricultures familiales. Pour autant, quels sont les risques d'exclusion des agriculteurs faiblement dotés en ressources ou incapables de satisfaire aux normes de qualité ? Comment conjuguer d'une part, patrimonialisation et certification des origines et des processus, susceptibles de figer des pratiques et des savoir-faire, et d'autre part, capacité d'adaptation et innovation ? Comment éviter la mise sous tutelle économique et symbolique des petits producteurs qui s'engagent dans une commercialisation sur des marchés lointains ?

MISE EN POLITIQUE ET INSTITUTIONNALISATION

Les deux premiers textes du dossier nous emmènent en Amérique latine, région du monde caractérisée par une histoire longue des conflits sociaux en milieu rural et par la constitution de différents mouvements de défense et de résistances paysannes. En témoigne le cas de la Colombie, développé par M. Allain dans ce dossier, où les actuelles « zones de réserve paysanne », dont l'autonomie est revendiquée par l'Association nationale les représentant, succèdent à l'expérience des *palenques* – communautés d'esclaves affranchis ou marrons – des XVII[e] et XVIII[e] siècles, celle des bastions paysans des années 1930 à 1960 ou encore celle des zones d'autodéfense paysanne dans les années 1950-60. Autant d'exemples qui montrent la place centrale du terme « paysan » en Amérique latine, où le *campesino* et le *campesinado*[5] (dans le cadre de l'Amérique hispanophone) se situent au cœur des identités rurales, mais aussi où la diffusion internationale du concept d'agriculture familiale a entraîné un double processus d'appropriation et d'instrumentalisation de cette notion par les mouvements paysans (Allain). Dans le même temps, la majorité des Etats latino-américains s'en sont saisi et ont mis en place un ensemble de politiques publiques contribuant à l'institutionnalisation de l'agriculture familiale (Sabourin *et al.*, dans ce dossier). Les modalités de sa mise à l'agenda politique, ainsi que la diversité des formes d'intervention publique, selon les périodes historiques et en fonction des spécificités de chaque pays, sont analysées (Sabourin *et al.*). Les auteurs mettent notamment en lumière les enjeux de la diffusion de ces politiques à l'échelle sous-continentale, rappelant le rôle clef de la politique brésilienne et le rôle moteur des pays caractérisés par une forte dualisation agricole. La typologie des politiques publiques affectant les agricultures familiales est à ce titre particulièrement

[5] *Campesino* peut être traduit par paysan et *campesinado* par paysannerie ou monde paysan.

intéressante. Les auteurs y distinguent les politiques de modernisation héritées des années 1980-90 et valorisant le modèle de la révolution verte, qui continuent encore à influencer certains décideurs politiques et les services de conseil agricole ; des politiques ciblant spécifiquement les agriculteurs familiaux, qui ont été mises en place majoritairement dans les années 1990 et 2000 ; et enfin des politiques thématiques et multisectorielles promouvant par exemple la protection de l'environnement ou la réduction de la pauvreté rurale. Ces politiques se heurtent à une série de limites, dont témoignent à la fois les budgets qui leur sont alloués, qui demeurent bien inférieurs à ceux consacrés aux agricultures d'entreprises ; le processus de catégorisation et par là-même d'exclusion qu'elles peuvent impliquer ; ou encore la différenciation interne des agriculteurs familiaux, tant en termes d'accès aux financements qu'à l'assistance technique (Sabourin *et al.*).

Ces deux premiers articles s'attachent à replacer l'évolution des politiques publiques et des mouvements sociaux dans l'histoire de ces pays. Ils insistent chacun à leur manière sur le contexte singulier de la fin des dictatures et de la transition démocratique, engendrant à la fois un renouveau des mouvements sociaux et le renoncement progressif aux postures révolutionnaires et au radicalisme agraire. La catégorie d'agriculteur familial est ainsi revendiquée aujourd'hui par des mouvements sociaux paysans latino-américains, qui y ont vu l'opportunité pour positionner leurs revendications aux échelles nationale et supranationale. Ils se sont en retour appropriés ce concept, dont la « porosité de la définition » (Allain) offre une pluralité d'interprétations et permet d'englober diverses réalités et revendications, à la fois socio-économiques et politiques. Si les leaders de ces mouvements ont su adapter leur langage, ils ont en effet contribué à façonner la notion afin d'asseoir leurs propres revendications locales, à l'image de l'utilisation de la catégorie d'agriculture familiale pour revendiquer la dignité, le droit à la vie et à la défense du territoire dans le cas colombien (Allain).

Ces deux articles bénéficient d'une mise en regard particulièrement féconde avec le texte anthologique de Roberto R. Rojas. Ce dernier montre comment le tournant des années 1990 est marqué, à l'échelle de l'Amérique centrale, par l'abandon de la logique de l'affrontement et par la recherche d'un nouvel équilibre entre, d'une part, des luttes paysannes purement revendicatrices et, d'autre part, l'affirmation par les paysans de leur capacité à contribuer à un nouveau modèle de développement. Ces mouvements sont notamment l'expression de petits producteurs marchands qui, vingt ans plus tard, constituent l'une des catégories les plus emblématiques de l'agriculture familiale, telle qu'elle a été définie et mise en valeur au cours de l'année 2014. Le texte écrit par E. Sabourin *et al.* pourra aussi être lu à l'aune du deuxième texte d'anthologie, dont l'auteur proposait, dès le milieu des années 1980, différentes mesures de politique publique ciblant les agriculteurs familiaux de son pays.

RESISTANCES, VULNERABILITES ET HYBRIDATIONS

La deuxième partie de ce dossier regroupe trois articles (Mercandalli et Anseeuw ; Paillat-Jarousseau ; Dugué *et al.*) qui interrogent les stratégies de résistance des agriculteurs familiaux et les logiques qu'ils poursuivent, ceci dans un contexte local, national ou mondial marqué par l'incertitude, qu'elle soit économique, financière, sociale, politique et/ou environnementale. Ces stratégies concernent des individus (la grande majorité d'entre eux étant membres d'un groupe familial) ; elles impliquent aussi des familles, qu'il s'agisse de couples, de fratries, de familles nucléaires ou élargies ; elles peuvent enfin être le produit d'un collectif, à savoir une « communauté » ou un groupe social ou ethnique plus large regroupant un ensemble d'individus et de familles (lignages, villages etc.). Ces stratégies contribuent à la mise en réseau de territoires relevant de différents pays (Afrique australe, Mercandalli et Anseeuw), de différentes régions infra-nationales (Nord et Sud de l'Algérie, Dugué *et al.*) ou encore d'espaces ruraux et urbains (Mercandalli et Anseeuw ; Paillat-

Jarousseau ; Dugué *et al.*). Les contributions insistent également sur la nécessité de prendre en compte l'ensemble des activités agricoles et non-agricoles, des ressources et des capitaux des familles, ainsi que des modes d'arrangements intra- et inter-familiaux, s'inscrivant explicitement pour certaines d'entre-elles (Mercandalli et Anseeuw ; Dugué *et al.*) dans le cadre théorique du "système d'activités", formalisé par Paul *et al.* (1994) et récemment consolidé par Cortes *et al.* (2014) et Gasselin *et al.* (2014b).

Les capacités d'adaptation et de résilience des agricultures familiales, qui sont analysées dans ces trois contributions, relèvent de différents types de stratégies, qui ne sont pas exclusives les unes des autres. D'abord, des stratégies de mobilité à différentes échelles, à l'image des migrations des membres des familles mozambicaines aux échelles nationales et sous-régionales (Mercandalli et Anseeuw) ou de la stratégie « pionnière » d'installation sur de nouvelles terres en Algérie, permettant à des ouvriers agricoles venus du Nord du pays et des villes voisines de devenir métayers, puis chefs d'exploitation dans la région de Biskra (Dugué *et al.*). Ensuite, des stratégies d'entraide et/ou de regroupement de producteurs (Paillat-Jarousseau), auxquelles il faut ajouter des logiques de recomposition des relations intra-familiales (mobilisation des actifs familiaux et contraintes qu'elle implique, enjeux de la succession, Paillat-Jarousseau ; transformation de l'exploitation familiale patriarcale et autonomie croissante des fils, Dugué *et al.*). Enfin, des stratégies d'adaptation à de nouvelles conditions techniques de production (mécanisation, irrigation, plasticulture), dont les impacts sont majeurs sur les systèmes de production et de commercialisation (cultures intensives destinées à l'exportation au Maghreb, contractualisation et intégration dans des dynamiques de filière, Dugué *et al.*), ainsi que sur les modèles familiaux avec des processus d'hybridation entre pratiques familiales « traditionnelles ou paysannes » et pratiques entrepreneuriales (Dugué *et al.*). Ces stratégies, et l'ensemble des trajectoires auxquelles elles donnent naissance, sont par ailleurs indissociables de l'accès à la terre. Cette

dernière demeure en effet la condition de toute activité productive agricole et les modalités d'accès au foncier engendrent une sécurité ou une vulnérabilité accrues pour les familles, pouvant mener à l'accumulation ou à la prolétarisation des populations agricoles, voire à la sortie de l'agriculture. Les auteurs font état d'une pluralité de stratégies foncières : garder la terre pour assurer la reproduction du groupe familial, quitte à privilégier l'installation résidentielle aux dépens de la production (Paillat-Jarousseau) ; vendre une partie de la terre pour investir dans l'intensification sur les parcelles restantes ou encore entrer dans des arrangements fonciers informels (Dugué *et al.*).

Ces trois contributions bénéficient d'une mise en perspective intéressante avec le texte signé par le ministre rwandais de l'agriculture, dans lequel il insiste sur l'inventivité – on dirait aujourd'hui les capacités d'innovation – des paysans rwandais. Il met en avant, tout au long de son discours, les stratégies d'adaptation de ces petits producteurs, tant en termes de choix culturaux, de modes d'intensification de la production, de protection d'un environnement menacé par l'érosion des pentes que de pratique de l'agroforesterie.

Chacun de ces articles contribue également à éclairer la vulnérabilité des agriculteurs familiaux et, plus largement, les risques associés à ces diverses stratégies. A partir de leur analyse typologique associant trajectoires des systèmes d'activités familiaux et migrations, S. Mercandalli et W. Anseeuw mettent en avant les risques inhérents à une économie de dépendance vis-à-vis des migrations, à la segmentation du marché du travail rural et à l'instabilité des systèmes économiques locaux. La société rurale mozambicaine connaît à la fois une tendance à la désagrarisation, avec la diversification croissante vers des activités non agricoles, et un processus de différenciation économique, un certain nombre de familles se retrouvant dans des situations d'exclusion et de trappe à pauvreté. Dans le cas maghrébin, la vulnérabilité des familles d'agriculteurs est fortement associée aux aléas économiques

(instabilité des prix), aux aléas sanitaires et au risque que fait peser la surexploitation des ressources, qu'il s'agisse de la terre ou de l'eau des nappes souterraines (Dugué *et al.*).

Enfin, ces articles proposent une vision réflexive et prospective sur les politiques publiques à mener pour assurer le développement rural des territoires étudiés. Est notamment promue, dans l'exemple mozambicain, une politique intégrée de développement rural, qui dépasserait la vision duale de l'agriculture, prendrait en compte les modalités du processus contemporain d'accumulation, fondé avant tout sur les migrations de travail, et qui accorderait toute leur importance aux marchés ruraux du travail, ceci à la fois aux échelles nationale et régionale (Mercandalli et Anseeuw).

MISE EN MARCHE : INTEGRATION AGROINDUSTRIELLE ET PATRIMONIALISATION

Les deux dernières contributions du dossier interrogent l'évolution de la place des productions et des savoir-faire dits traditionnels et ses conséquences sur les trajectoires des agriculteurs familiaux. Dans un contexte d'ouverture de nouveaux marchés, de concurrence accrue entre producteurs inégaux et d'attentes renouvelées des consommateurs pour des produits de qualité ou aux propriétés singulières, les productions traditionnelles, qu'il s'agisse de l'huile d'argan et de la farine de châtaigne (Senil *et al.*, dans ce dossier) ou de l'açaí (Cialdella et Navegantes Alves, *ibid.*), s'inscrivent dans deux stratégies principales des agriculteurs familiaux : l'intégration à des filières agro-industrielles, d'une part, et la patrimonialisation, d'autre part.

Si ces deux stratégies relèvent de deux modalités très différentes d'adaptation des producteurs traditionnels à ces enjeux nouveaux, elles peuvent, chacune à leur manière, impliquer l'exclusion d'une partie des producteurs familiaux : exclusion par la sélectivité des filières commerciales et la difficile intégration des petits producteurs

les moins dotés en capitaux, d'une part, et exclusion par la difficulté à satisfaire des cahiers des charges particulièrement exigeants pour des produits alimentaires ou paysagers "d'exception", d'autre part. Au risque d'exclusion de certaines catégories de producteurs s'ajoute, dans le cas des démarches de valorisation patrimoniale et de certification, un processus de sélection des consommateurs, les ménages les plus modestes pâtissant de l'augmentation des prix des produits certifiés.

Ces deux stratégies – intégration aux filières longues et patrimonialisation – présentent un même risque de perte d'autonomie des producteurs. Ces derniers sont en effet soumis à de fortes contraintes, que ce soit pour satisfaire les attentes de consommateurs ou de "touristes verts" intransigeants sur la qualité des produits et paysages qui leur sont proposés (Senil *et al.*) ou pour atteindre les niveaux de production et d'intensivité requis par les industriels et commerçants brésiliens ou nord-américains dans le cadre de filières exportatrices (Cialdella et Navegantes Alves).

Chacun de ces articles contribue aussi à une réflexion commune sur la standardisation croissante des productions et sur la tendance à l'homogénéisation des espèces végétales, des paysages et des pratiques alimentaires. Outre les menaces sur l'autonomie des producteurs, ce sont donc les risques de disparition de cultures agraires et de pratiques sociales qui sont mis en avant et, plus largement, c'est la question fondamentale de l'avenir de ces agricultures familiales qui est posée, comme en témoignent les titres de ces deux articles. Dans le cas de la production d'açaí, si N. Cialdella et L. Navegantes Alves mettent très bien en lumière les formes d'hybridation entre pratiques extractivistes et pratiques entrepreneuriales et le maintien, jusqu'à aujourd'hui, de pratiques de cueillette, elles montrent aussi comment la transformation de l'açaí en produit de rente a irrémédiablement perturbé le système traditionnel amazonien. La marché de l'açaí, pour lequel la demande est très supérieure à l'offre, engendre des

marginalisations multiples : marginalisation des agriculteurs extractivistes ; marginalisation des femmes qui fabriquaient les paniers de feuille aujourd'hui remplacés par des caisses en plastique ; marginalisation de fruits consommés traditionnellement et dont les arbres sont remplacés par des palmiers açaí. Dans le cas de la valorisation de produits patrimoniaux, les auteurs expliquent comment de nouveaux entrepreneurs, étrangers ou citadins, s'introduisent dans le tissu social et économique rural et deviennent les acteurs exclusifs de la valorisation et de la commercialisation, encourageant la mise en place de certifications aux échelles nationales. Un processus de dépossession et d'acculturation est ainsi à l'œuvre pour les populations des terroirs d'origine de ces produits (Senil *et al.*).

Enfin, ces deux contributions nous invitent à penser le rapport entre politique et marché. Ce rapport est explicitement mentionné par N. Senil *et al.* qui s'interrogent sur le renouveau des relations entre Etat, entreprises privées et exploitants familiaux. Si les auteurs montrent comment les populations locales aux prises avec des experts du développement ou des professionnels du marché se voient privées de liberté et de pouvoir de décision, ils expliquent aussi comment les démarches locales et collectives de patrimonialisation contribuent à la revendication identitaire et culturelle de ces populations rurales souvent marginales face à l'État, laissant ainsi de côté des formes plus offensives et frontales de revendications.

LES AGRICULTURES FAMILIALES FACE AUX ENJEUX GLOBAUX

Ce premier dossier consacré aux agricultures familiales offre donc aux lecteurs une plongée dans la diversité des systèmes productifs familiaux, dans la pluralité des modes d'organisation familiale, dans la complexité des trajectoires des agriculteurs à différentes échelles spatiales et temporelles ou encore dans les formes de leurs relations aux marchés, aux ressources ou à d'autres types d'agriculture. La problématique des enjeux globaux, qu'ils soient économiques,

financiers, politiques ou environnementaux, était une problématique transverse de notre appel à contributions et elle est ici sous-tendue par l'ensemble des articles. En témoigne l'intérêt des contributeurs pour les thèmes de la libéralisation et de la mondialisation des échanges, pour les enjeux de l'intégration des agriculteurs familiaux à des flux croissants de marchandises et de populations, ou encore pour les risques associés à la dualisation de l'agriculture et à la concurrence des agricultures de firmes. Différents articles mettent également en avant les problématiques de l'accès aux ressources – foncières (Mercandalli et Anseeuw, Paillat-Jarousseau, Dugué *et al.*), hydriques (Dugué *et al.*), forestières (Cialdella et Navegantes Alves) –, autant de ressources fondamentales pour l'avenir de ces agriculteurs familiaux dans un contexte d'urbanisation et de pression accrue sur le foncier, de transformation des techniques de production, et de diffusion des investissements agricoles à grande échelle. Enfin, les risques liés à l'intensification des modèles de production et à leur durabilité écologique sont mentionnés dans la plupart des contributions. L'ensemble de ces questions fait donc écho aux grands enjeux planétaires contemporains et vient justifier l'engagement d'une diversité de mouvements, de collectifs et d'institutions en faveur des formes « d'agriculture en famille » (Gasselin *et al.*, 2014a) et opposé aux formes financiarisées. Seules les premières semblent aptes à répondre durablement à quelques-uns des grands défis à venir, ceci en dépit des nombreuses tensions qui les traversent.

BIBLIOGRAPHIE

Akram-Lodi A.H., Kay C. (dir.), 2009, Peasants and globalization: Political economy, rural transformation, and the agrarian question, London : Routledge.

Alpha A., Castellanet C., Mazal A., *et al.*, 2008, *Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi ?*, Paris : Coordination SUD.

Bélières J.-F., Bonnal P., Bosc P.-M., Losch B., Marzin J. et Sourisseau J.-M., 2014, *Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques*, Montpellier : CIRAD-AFD.

Bernstein, H., 2010, *Class dynamics of agrarian change*, Fernwood, Pluto and University of Michigan Press.

Bernstein, H., 2013, "*Food Sovereignty: A skeptical view*", Food Sovereignty: A Critical Dialogue International Conference, September 14-15.

Bosc P.-M., Sourisseau J.-M., Bonnal P., Gasselin P., Valette E. & Bélières J.-F. (dir.), 2014 (à paraître). *Diversité des agricultures familiales : exister, se transformer, devenir*, Paris : Editions Quae, Collection « Nature et société ».

Chayanov A. V., 1923 [1990], *L'organisation de l'économie paysanne*, Paris : Librairie du Regard.

Chambers R., Conway G., 1991, "Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century", Brighton: IDS Discussion Paper 296.

Cortes G., Fréguin-Gresh S., Guétat-Bernard H. et Sourisseau J.-M., 2014, *Les Systèmes Familiaux Multi-localisés : un modèle d'analyse original des ruralités aux Suds*, Montpellier : UMR ART-Dev. Document de travail ART-Dev 2014-12

Da Silva C.A., Rankin M., 2013, *Contract farming for inclusive market access*, FAO Rural Infrastructure and Agro Industries Division.

Kay C., 2008, "Reflections on Latin American rural studies in the neoliberal globalization period: a new rurality?", *Development & Change*, 39, n° 6, pp. 915-943.

Kay C., 2009, "Development strategies and rural development: exploring synergies, eradicating poverty", *The Journal of Peasant Studies*, 36, vol. 1, pp. 103-137.

Gasselin P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F. et Zasser S., (dir.), 2014a (à paraître*). L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*, Les Ulis : EDP Sciences.

Hervieu B., Purseigle F., 2013, *Sociologie des mondes agricoles*, Paris : Armand Colin.

Mendras H., 1967, La fin des paysans : innovations et changements dans l'agriculture française, Paris : S.E.D.E.I.S, Collection « Futuribles ».

Mcintyre B. D., Herren H. R., Wakhungu J., Watson R. T. (dir.), 2009, *Synthesis report (a synthesis of the global and sub-global IAASTD reports)*, Washington, DC : Island Press. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development.

Ntezilyayo A., 1986, « L'agriculture à l'horizon 2000 ou comment doubler la production vivrière au Rwanda ?», *in* Guichaoua A. (dir.), *Revue Tiers-Monde,* tome 27, n°106, pp. 395-417.

Sourisseau J.-M., Bosc P.-M., Fréguin-Gresh S. *et al.*, 2012, « Les modèles familiaux de production agricole en question. Comprendre leur diversité et leur fonctionnement » *in Autrepart*, 3/2012 (62), pp.159-181.

Van der Ploeg J.D., 2009, The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization, London : Earthscan.

World Bank (dir.), 2007, *World Development Report 2008. Agriculture for development*, Washington DC : The World Bank.